

L'OCDE et Rio+20

Mai 2012

Au cours des quatre décennies écoulées, la population mondiale a augmenté de plus de 3 milliards d'habitants, et l'économie mondiale a plus que triplé. Cette croissance est toutefois inégalement répartie, et elle a été très dommageable pour l'environnement. Il sera très difficile de pourvoir aux besoins de 2 milliards de personnes supplémentaires en 2050 et d'améliorer le niveau de vie de toute la population. Si le patrimoine naturel dont dépend la vie n'est pas géré de manière responsable, ces nouvelles pressions auront des conséquences sociales dont pâtiront surtout les pauvres, et elles risquent, tôt ou tard, de mettre à mal la croissance et le développement humain.

Les efforts en vue de promouvoir la croissance verte en tant que nouvelle source de croissance s'intensifient depuis quelques années. La Conférence Rio+20 de juin 2012 constitue un événement marquant propre à donner un nouvel élan à cette dynamique et assurer qu'elle favorise les aspirations communes des pays en faveur du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. L'OCDE est résolue à aider les pays à obtenir des résultats positifs à la Conférence Rio+20. Pour tenir les objectifs ou engagements qui seront adoptés à Rio+20, les pays auront besoin :

- de mesures efficaces par rapport à leur coût et politiquement réalisables pour agir dans le sens voulu ;
- d'indicateurs et de données solides pour suivre les progrès ;
- de mécanismes pour faire le bilan des progrès et fournir des orientations sur les éventuels ajustements à opérer ; et
- d'enceintes spécialisées et de solutions originales pour faciliter la coopération internationale.

Les analyses, indicateurs, rapports par pays et recommandations de l'OCDE constituent une base solide sur laquelle s'appuyer pour mener ces efforts. L'OCDE présentera notamment à Rio+20 les *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050* et une série d'analyses et d'orientations pratiques liées à la Stratégie pour une croissance verte. Ensemble, ces éléments peuvent aider à comprendre les répercussions des tendances démographiques et économiques sur quatre grandes problématiques mondiales – le changement climatique, la biodiversité, l'eau douce et les effets sur la santé de la pollution de l'environnement – ainsi qu'à trouver par quels moyens concrets les initiatives en faveur de la croissance verte permettront de faire face à ces problèmes afin de favoriser la croissance durable et le bien-être des sociétés.

La présente note renseigne sur les résultats attendus et les documents de référence concernant certains des volets essentiels des travaux de l'OCDE sur la croissance verte. La majeure partie de cette documentation a été transmise en novembre 2011 à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable afin qu'elle figure dans le document de compilation.

Pour l'OCDE, la croissance verte repose sur une approche concrète et souple permettant d'accélérer les progrès dans les dimensions économiques et environnementales du développement durable tout en tenant pleinement compte des conséquences sociales du verdissement de la dynamique de croissance des économies. L'objet des stratégies de croissance verte est de veiller à ce que les actifs naturels donnent leur plein potentiel économique sur une base durable. Ce potentiel comprend la fourniture de services essentiels à la vie — une atmosphère et une eau propres, ainsi que la biodiversité résiliente nécessaire à la production d'aliments et à la santé de l'homme.

Il n'y a pas de prescription universelle pour la mise en œuvre de la croissance verte. Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre d'action et du dispositif institutionnel, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les obstacles à surmonter et les chances à saisir ne seront pas les mêmes pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement. L'OCDE s'emploie à définir des panoplies de mesures qui peuvent aider des pays confrontés à des situations différentes à mettre en œuvre la croissance verte tout en contribuant à éradiquer la pauvreté, créer des emplois et bâtir une économie forte et durable.

www.oecd.org/rio20-fr

Synthèse de la contribution de l'OCDE à Rio+20 et présence à la Conférence

La contribution de l'OCDE à Rio+20 comprendra les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : les conséquences de l'inaction* ainsi qu'une série d'analyses et de notes d'orientation liées à la Stratégie pour une croissance verte. L'ensemble de ces travaux peut aider à cerner les défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés et les moyens concrets par lesquels les initiatives en faveur de la croissance verte peuvent s'y attaquer pour promouvoir une croissance durable et le bien-être de nos sociétés.

La **Stratégie pour une croissance verte** définit les sources de croissance verte et la panoplie de mesures que les pays peuvent mettre en œuvre pour y parvenir, y compris pour gérer le processus d'ajustement structurel et favoriser l'accès à l'emploi. Elle aide à mieux comprendre les questions essentielles qui appellent une coopération internationale renforcée et les indicateurs qui peuvent aider à mesurer les progrès accomplis vers les objectifs de croissance verte.

L'OCDE organise une **manifestation parallèle à Rio**, à laquelle participeront des dirigeants et des ministres afin d'examiner comment des stratégies et des mesures concrètes en faveur de la croissance verte peuvent aider les pays à placer leur économie sur une trajectoire plus durable. Il sera débattu de la nécessité de concevoir des stratégies de croissance verte différenciées qui cadrent bien avec la situation particulière de chaque pays, ainsi que des possibilités d'adapter la panoplie d'instruments pour une croissance verte et les indicateurs de croissance verte de l'OCDE à différents contextes socio-économiques afin d'aider les pays à avancer et mesurer les progrès qu'ils auront accomplis.

Cette manifestation parallèle donnera l'occasion aux pays de confronter des expériences réussies de mise en œuvre de stratégies de croissance verte, de faire ressortir certains problèmes et de montrer comment s'y attaquer, par exemple moyennant la coopération technologique internationale, le financement, l'investissement et les échanges. L'OCDE organisera aussi des manifestations parallèles sur l'innovation verte pour le tourisme, la croissance verte pour les pays en développement, et prendra part à des manifestations parallèles organisées par d'autres participants. En liaison avec le Global Green Growth Institute, une rencontre sera organisée à Rio+20 pour procéder à des consultations avec des pays et des experts au sujet d'un rapport préliminaire de l'OCDE sur « La croissance verte et les pays en développement ».

Les processus appliqués par l'OCDE pour effectuer le **suivi des politiques au niveau des pays**, de même que diverses études thématiques et sectorielles, abordent de plus en plus souvent les questions relatives à croissance verte. Les idées nouvelles qui ressortiront de ces activités serviront à mettre en relief certains des enseignements tirés et à formuler des recommandations à l'intention des pouvoirs publics présentant un intérêt pour les débats de Rio+20. Les travaux déjà menés ou nouveaux sur le transfert de technologie, l'ouverture des échanges et de l'investissement, ainsi que sur la montée en puissance et la réorientation des financements publics et privés seront mis à profit pour élaborer la contribution de l'OCDE aux discussions, compte tenu de l'importance de ces questions pour la promotion de la coopération internationale au service de la croissance verte.

Les travaux de l'OCDE sur le développement durable ont abouti à la conception d'un certain nombre d'instruments et d'approches permettant de **mesurer le développement durable** et de réaliser des évaluations de la durabilité. D'autres travaux mettent en lumière les pratiques de bonne gouvernance pour institutionnaliser le développement durable et mettre en œuvre des stratégies nationales de développement durable qui traitent des subventions dommageables pour l'environnement et de l'économie politique de la réforme des subventions et du développement durable.

La **Plate-forme de connaissances sur la croissance verte (GGKP)** a été créée dans le cadre d'un partenariat entre le Global Green Growth Institute (GGGI), l'OCDE, le PNUE et la Banque mondiale. Il s'agit d'un réseau mondial de chercheurs et d'experts en développement qui décèlent et s'efforcent de combler les principales lacunes dans les connaissances théoriques et pratiques sur la croissance verte, pour aider les pays à concevoir et mettre en œuvre les engagements qui découleront de Rio+20. La GGKP peut fournir aux décideurs publics et aux praticiens de meilleurs outils pour stimuler la croissance économique et traduire en actes les engagements découlant de Rio+20.

Principaux volets des travaux de l'OCDE en rapport avec Rio+20

I. Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050

Durant les quatre décennies qui viennent de s'écouler, la population mondiale a augmenté de plus de 3 milliards de personnes et la taille de l'économie mondiale a plus que triplé. Or cette croissance a été inégalement répartie et s'est révélée très dommageable pour l'environnement. Le patrimoine naturel s'est appauvri et continue de s'appauvrir, et la pollution de l'environnement porte déjà atteinte aux services qu'il fournit. Pour répondre aux besoins de 2 milliards de personnes supplémentaires en 2050 et améliorer le niveau de vie de toute la population, il nous faudra être capables de gérer et de restaurer les actifs naturels dont dépend toute vie. Si nous n'y parvenons pas, les conséquences sociales seront lourdes, en particulier pour les populations défavorisées, et compromettront à terme la croissance économique et le développement humain des générations futures.

« Que nous réservent les quatre décennies à venir ? » : telle est la question posée par les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050*, qui sont axées sur quatre domaines : le changement climatique, la biodiversité, l'eau et les effets de la pollution sur la santé. À partir de travaux de modélisation, cette étude se projette dans l'année 2050 pour comprendre quelles répercussions les tendances économiques et démographiques pourraient avoir sur l'environnement si l'humanité ne parvient pas à gérer beaucoup plus rigoureusement le patrimoine naturel, et examine comment certaines politiques peuvent contribuer à amener ces perspectives à prendre une orientation plus durable. Les ressources de la planète peuvent-elles répondre aux besoins sans cesse croissants en énergie, aliments, eau, produits ligneux et autres ressources naturelles tout en absorbant nos flux de déchets ? Ou le processus de croissance est-il en passe de se porter lui-même préjudice ? Comment concilier les objectifs environnementaux, économiques et sociaux et préserver les systèmes nécessaires à la vie dont dépend le développement humain ?

Voir : www.oecd.org/environnement/perspectives2050

II. Travaux de l'OCDE sur certains aspects de la croissance verte

Rapports par pays sur la croissance verte

S'appuyant sur le cadre général mis en place dans la Stratégie pour une croissance verte, l'OCDE intègre systématiquement la problématique de la croissance verte dans ses travaux de suivi des politiques nationales et multilatérales de façon à fournir des orientations ciblées sur les besoins de chaque pays. On peut citer notamment les études économiques, les examens environnementaux, les examens des politiques d'innovation et les examens des politiques de l'investissement, ainsi que le rapport annuel intitulé « *Objectif croissance* » et le Programme Villes vertes. Ces analyses couvriront les économies avancées et émergentes, entre autres. Plusieurs études économiques et examens environnementaux ont déjà examiné certains aspects relatifs à la croissance verte, et peuvent apporter un premier éclairage sur les mesures récemment prises par les pays pour 'verdier' leur économie, par exemple :

- *Études économiques de l'OCDE : Fédération de Russie 2011*, dont un chapitre porte sur l'amélioration de l'efficacité énergétique pour écologiser la croissance, dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-rus-2011-fr
- *Études économiques de l'OCDE : Inde 2011*, chapitre intitulé « Éliminer progressivement les subventions à l'énergie » dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2011-fr
- *Greening Public Budgets in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia* (2011), dx.doi.org/10.1787/9789264118331-en
- Jones, R. S. et B. Yoo, « Korea's Green Growth Strategy: Mitigating Climate Change and Developing New Growth Engines », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 798, (2011). dx.doi.org/10.1787/5kmbhk4gh1ns-en
- Capozza, I. (2011), « Greening Growth in Japan », *Documents de travail de la Direction de l'environnement de l'OCDE*, n° 28 dx.doi.org/10.1787/5kggc0rpw55l-en
- Carey, D., « Implementing Cost-Effective Policies in the United States to Mitigate Climate Change », *Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 807 (2010), dx.doi.org/10.1787/5km5zrs4kc6l-en
- *Études économiques de l'OCDE : Australie 2010*. Cet ouvrage comprend une section sur la gestion de l'eau (2010). dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-aus-2010-en (version française à paraître)
- Travaux de l'OCDE sur les villes vertes : www.oecd.org/villesvertes

Indicateurs de croissance verte et instruments de mesure

L'élaboration et la mise en œuvre du cadre d'action destiné à promouvoir la croissance verte nécessitent une bonne connaissance des déterminants de cette croissance ainsi que des arbitrages et synergies qui y sont associés, de même que des informations appropriées pour étayer l'analyse des politiques et le suivi des progrès réalisés.

Pour suivre les progrès accomplis sur la voie de la croissance verte, il faut disposer d'indicateurs fondés sur des données comparables au niveau international. Le rapport *Vers une croissance verte : Suivre les progrès — Les indicateurs de l'OCDE* propose un ensemble préliminaire de 25 indicateurs établis à partir des travaux menés dans des organisations internationales ainsi que dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Cet ensemble n'est ni exhaustif ni définitif ; il est en outre suffisamment souple pour que les pays puissent l'**adapter à différents contextes nationaux**. Il est structuré de manière à rendre compte des principales caractéristiques de la croissance verte :

Groupes d'indicateurs et sujets couverts



Base de données d'indicateurs

L'OCDE a récemment mis en place une base de données en ligne contenant certains indicateurs des progrès sur la voie d'une croissance verte, qui est destinée à éclairer l'élaboration des politiques et à informer l'ensemble des citoyens. Les indicateurs retenus mettent à profit le savoir-faire de l'OCDE en matière de statistiques, d'indicateurs et de mesure du progrès.

Les données portent sur les pays de l'OCDE, ainsi que sur les BRIICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud), l'Argentine et l'Arabie saoudite à partir de 1990.

www.stats.oecd.org

Dans les années à venir, l'OCDE collaborera avec les pays pour faire avancer les travaux sur la mesure de la croissance verte, combler quelques-unes des lacunes les plus importantes en matière de données et contribuer à la mise en œuvre du système de comptabilité économique et environnementale intégrée (SCEE) dans les domaines pertinents du point de vue de la croissance verte. Les objectifs sont les suivants :

- combler les lacunes dans les données environnementales et économiques au niveau des **branches d'activité** ;
- développer et améliorer les données physiques sur les principaux stocks et flux d'**actifs naturels**, notamment en ce qui concerne les **terres et les ressources minérales non énergétiques** qui sont souvent des intrants essentiels pour la production ;
- améliorer les données physiques afin de contribuer à produire de meilleures **analyses des flux de matières** ;
- améliorer les données concernant la **biodiversité** ;
- attribuer des **valeurs monétaires** aux (modifications des) principaux stocks et flux d'actifs naturels en tenant compte de leur prix et de leur quantité. De telles évaluations, même incomplètes et imparfaites, sont nécessaires pour **une comptabilité élargie de la croissance**, des bilans plus complets et des mesures du revenu réel corrigé ;
- obtenir des données sur la façon dont les considérations environnementales stimulent l'**innovation** dans les entreprises ;
- élaborer des indicateurs relatifs à la **réglementation environnementale** pour compléter les indicateurs relatifs aux instruments économiques ;
- améliorer les mesures tant objectives que subjectives de la **qualité de vie**, en particulier des problèmes de santé induits par l'environnement et des coûts qui s'y rapportent, ainsi que celles des perceptions du public ;
- sélectionner un ensemble restreint d'**indicateurs « phares »** permettant de suivre les éléments centraux de la croissance verte et représentatifs d'un ensemble plus large de questions liées à la croissance verte.

Autres informations et documents clés

- *Vers une croissance verte : suivre les progrès – Les indicateurs de l'OCDE* (2011) <http://www.oecd.org/dataoecd/60/57/49526383.pdf>
- Sustainable Manufacturing Toolkit (2011): www.oecd.org/innovation/green/toolkit
- Measuring sustainable development, CEE(ONU), OCDE, Eurostat (2009) www.oecd.org/dataoecd/30/20/41414440.pdf
- Measuring the Relationship between ICT and the Environment (2009) www.oecd.org/dataoecd/32/50/43539507.pdf
- Initiative « Vivre mieux » : Mesurer le bien être et le progrès : <http://www.oecd.org/mesurerleprogres>

Croissance verte et pays en développement

Pour parvenir à un développement durable à l'échelle mondiale, l'effort collectif de tous les pays est nécessaire. Les pays en développement jouent un rôle particulièrement important dans la réalisation de cet objectif car ils seront de plus en plus sources de croissance économique et démographique, tendance qui s'accompagnera de nouvelles pressions sur l'environnement et les ressources naturelles. Compte tenu de l'importance des actifs naturels dans les pays à faible revenu, la croissance verte peut favoriser une croissance économique plus résiliente et améliorer les moyens de subsistance des populations pauvres.

L'OCDE étudie la façon dont les stratégies de croissance verte peuvent être appliquées dans les pays en développement compte tenu des différences de dotation en ressources naturelles, de niveau de développement socio-économique, de croissance économique et de capacité institutionnelle. Un rapport préliminaire sur la ***croissance verte et les pays en développement*** sera établi dans le cadre de la contribution de l'OCDE à la Conférence Rio+20 en juin 2012. Il identifiera les domaines prometteurs dans lesquels les objectifs de croissance verte pourraient être atteints, ainsi que les politiques, réglementations et opportunités en matière de transfert de technologies, de nouveaux marchés et d'innovation qui sont susceptibles de favoriser leur réalisation. Ce rapport soulignera l'importance de la coopération internationale et les avantages que pourront mutuellement retirer les économies avancées et en développement de la recherche d'une croissance plus verte.

Les pays de l'OCDE constituent le principal groupe de pays donateurs, et ils œuvrent avec les pays partenaires pour déterminer **comment l'aide au développement peut soutenir au mieux le développement durable**. Depuis plus de dix ans, l'OCDE suit les activités d'aide en faveur de l'environnement. Elle se sert des « marqueurs Rio » pour suivre les flux internationaux de financements publics destinés à faciliter la mise en œuvre des conventions de Rio sur la biodiversité, la désertification et les changements climatiques. Parallèlement, l'OCDE collecte des données sur les apports d'aide en faveur de secteurs essentiels pour la croissance verte et le développement durable tels que l'énergie, l'eau, l'agriculture et la sylviculture. Les travaux récents de l'OCDE comprennent des orientations globales sur le renforcement des capacités au service de la gestion environnementale. Il s'agit de recommandations visant le renforcement des capacités des pays en développement ou des pays et organismes qui apportent un soutien au développement, dont ils ont besoin pour mettre en œuvre des politiques de développement 'vert' et favoriser la gouvernance, le financement et la planification en matière d'environnement.

Informations complémentaires et documents clés

- *Vers un développement plus vert : améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement* www.oecd.org/document/39/0,3746,fr_2649_34421_49453166_1_1_1_1,00.html
- *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : document d'orientation* (2009) www.oecd.org/env/cc/adaptation/orientation
- *Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : enjeux économiques et politiques*, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD (2008) dx.doi.org/10.1787/9789264041844-fr
- *La réforme fiscale écologique axée sur la réduction de la pauvreté*, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD (2005) dx.doi.org/10.1787/9789264008717-fr
- Statistics on Environmental Aid : http://www.oecd.org/document/59/0,3746,en_2649_34421_46670203_1_1_1_1,00.html

Innovation et transfert de technologie

L'innovation joue un rôle déterminant dans la croissance verte. Elle peut aider à découpler la croissance et l'appauvrissement des ressources naturelles, et elle contribue à la croissance économique et à la création d'emplois. L'entreprise est le moteur de l'innovation, mais les pouvoirs publics doivent fournir des signaux économiques clairs et stables, par exemple par le biais de la tarification du carbone. Des travaux récents de l'OCDE examinent les mesures prises par les pouvoirs publics pour assurer le déploiement et le transfert de technologies nouvelles et d'innovations à mesure que celles-ci apparaissent. Voici quelques-unes de leurs principales conclusions :

- **Il ne suffit pas d'investir dans la R-D énergétique et environnementale.** Une petite partie seulement des inventions clés qui favorisent la croissance verte sont issues de la R-D dans les domaines de l'énergie ou de l'environnement. La R-D dans des L'OCDE et Rio+20: mai 2012

domaines comme la chimie, la science des matériaux et l'ingénierie est également une importante source de recherches scientifiques au service des technologies vertes.

- **La tarification du carbone et des ressources est essentielle pour stimuler l'innovation verte.** La tarification du carbone est essentielle à l'amélioration continue vers des technologies propres et à l'adoption de technologies à faibles émissions de carbone, mais elle n'aboutira pas nécessairement à des innovations de rupture. L'investissement public et privé dans la recherche est également nécessaire, notamment dans les économies émergentes et en développement qui peuvent avoir besoin d'adapter les technologies existantes en fonction de leur situation propre.
- **Les économies émergentes et en développement ont la possibilité de progresser rapidement, par exemple en utilisant efficacement les TIC.** Les TIC offrent d'importantes possibilités de verdissement de la croissance aux pays qui en sont encore à mettre en place leurs infrastructures, par exemple s'ils intègrent les TIC dans les réseaux électriques ou les utilisent pour améliorer l'accès à l'information et aux marchés.
- **Toutes les politiques en faveur de l'innovation verte ne sont pas coûteuses.** Lever les obstacles réglementaires à la croissance des nouvelles entreprises peut aider à stimuler l'entrepreneuriat et donner lieu à la création de nouveaux modèles d'entreprise qui défient les entreprises en place. Selon les analyses de l'OCDE sur l'innovation, les jeunes entreprises représentent une part importante des dépôts de brevets.
- **La capacité d'absorption des pays récepteurs est un facteur essentiel pour faciliter le transfert de technologie.** Plus le niveau du capital humain national est élevé, plus le niveau du transfert de technologie l'est aussi, tout comme celui des retombées positives des échanges et de l'investissement direct étranger sur la situation locale. Cela illustre l'importance du renforcement des capacités et de la formation dans les domaines techniques et scientifiques sur le long terme.
- **La neutralité technologique des politiques nationales et leur coordination au plan international peuvent grandement favoriser la diffusion des technologies à travers les frontières.** Une politique d'environnement trop contraignante et mal coordonnée risque de provoquer une fragmentation des marchés des technologies, découpant le marché potentiel des innovations selon les pays ou régions.
- Pour accélérer le rythme de diffusion de l'innovation, **de nouveaux dispositifs destinés à favoriser le transfert de technologie vers les pays en développement** sont actuellement à l'étude, comme les pools volontaires de brevets et autres mécanismes de collaboration pour l'exploitation des droits de propriété intellectuelle. De bonnes pratiques existent déjà, mais beaucoup de chemin reste à parcourir. Les pouvoirs publics doivent soutenir ces nouveaux mécanismes en facilitant les investissements dans les infrastructures de réseaux de connaissance nécessaires, en encourageant la mise en commun des connaissances du secteur public, ainsi qu'en élaborant des orientations et des règles non contraignantes à l'appui de ces mécanismes.

Informations complémentaires et documents clés

- *Fostering Innovation for Green Growth* (2011) dx.doi.org/10.1787/9789264119925-en
- *Invention et transfert de technologies environnementales* (2011) dx.doi.org/10.1787/9789264168497-fr
- *L'éco-innovation dans l'industrie : favoriser la croissance verte* (2010) dx.doi.org/10.1787/9789264079557-fr

Réforme fiscale écologique

Taxes environnementales et autres instruments d'action

La croissance verte exigera des ménages, des entreprises et des administrations publiques des changements de comportement sur une grande échelle. Les taxes et d'autres instruments de marché sont des moyens d'action essentiels qui permettent aux pouvoirs publics de donner des incitations claires et durables à réduire les atteintes à l'environnement. Les entreprises ont besoin de savoir avec un degré raisonnable de certitude que l'innovation et l'investissement visant à limiter l'ampleur de la détérioration de l'environnement seront profitables. De même, un signal-prix clair et persistant peut fournir aux ménages une incitation importante, par exemple à consommer moins d'énergie ou à recycler davantage de déchets. D'autres instruments d'action, notamment les campagnes d'information, peuvent y concourir, de même qu'un usage plus généralisé de compteurs 'intelligents' de la consommation d'eau, de gaz et d'électricité. Le recours accru à des taxes liées à l'environnement peut également trouver sa place dans une réforme fiscale axée sur la croissance, dès lors qu'il contribue à réduire, dans la charge fiscale, la part relative des impôts plus distorsifs sur les sociétés et sur le revenu des personnes physiques ainsi que des cotisations sociales.

Depuis de nombreuses années, l'OCDE collecte des informations sur divers instruments utilisés dans les politiques d'environnement, et analyse l'efficacité environnementale ainsi que l'efficacité économique de ces moyens d'action – y compris pour déterminer

comment ils interagissent quand ils sont appliqués simultanément. Une analyse récente a aussi examiné les incidences des taxes liées à l'environnement et d'autres instruments analogues sur l'activité d'innovation dans les secteurs des entreprises et des ménages.

Informations complémentaires et documents clés

- "Interactions Between Emission Trading Systems and Other Overlapping Policy Instruments", document pour diffusion générale, Direction de l'environnement (2011), www.oecd.org/dataoecd/11/51/48188899.pdf
- *La fiscalité, l'innovation et l'environnement (2010)*, dx.doi.org/10.1787/9789264087651-fr
- *Faire respecter les normes environnementales : Tendances et bonnes pratiques (2009)*, dx.doi.org/10.1787/9789264059887-fr
- Base de données OCDE/AEE sur les instruments : www2.oecd.org/ecoins/queries/index.htm

Subventions aux combustibles fossiles

La réforme ou la suppression d'un soutien inefficace à la consommation ou à la production de combustibles fossiles peut contribuer à la réalisation de certains objectifs économiques et budgétaires, et concourt dans le même temps à la lutte contre des problèmes d'environnement comme le changement climatique. À l'échelon mondial, la réforme des subventions aux combustibles fossiles aiderait à réduire les émissions de gaz à effet de serre, par exemple celles de CO₂, en éliminant des incitations importantes à produire ou consommer ces combustibles. À l'échelon national, la réforme du soutien accordé aux énergies fossiles permettrait aussi de réduire des dépenses publiques et d'accroître les recettes fiscales, ce qui améliorerait les équilibres budgétaires. Elle pourrait dégager des ressources publiques, qui sont limitées, pour les affecter à la poursuite d'autres priorités, notamment celles de protéger les ménages vulnérables, de stimuler la création d'emplois ou de participer à la lutte contre le changement climatique au niveau national ou dans les pays en développement.

À partir des activités antérieures de l'OCDE sur les subventions dommageables pour l'environnement, des travaux sur les subventions aux combustibles fossiles sont en cours le long de quatre grands axes :

- Élaborer une méthodologie permettant de répertorier et d'estimer les subventions à l'énergie dont bénéficient les producteurs et les consommateurs, en s'inspirant des estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs utilisées par l'OCDE dans d'autres secteurs, notamment l'agriculture.
- Calculer des estimations préliminaires des subventions aux combustibles fossiles dans les pays de l'OCDE, pour compléter les travaux menés par d'autres – l'AIE par exemple – sur l'estimation des subventions dans les économies émergentes et en développement.
- Analyser, en s'appuyant sur des modélisations, les incidences sur l'économie, les échanges et les émissions de GES de l'abandon des subventions aux combustibles fossiles.
- Formuler des avis et des recommandations sur l'élimination des subventions aux combustibles fossiles, et en particulier sur les moyens de remédier aux répercussions sociales ou aux effets sur la compétitivité, en tirant les enseignements des expériences de réformes nationales des subventions.

En outre, certaines études économiques et certains examens environnementaux que l'OCDE réalise à intervalles réguliers concernant des économies de l'OCDE et des économies émergentes comportent des sections sur la réforme des subventions aux combustibles fossiles qui évaluent les progrès accomplis dans les pays et dispensent des conseils ciblés en matière de réforme.

Informations complémentaires et documents clés

- *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, www.oecd.org/environnement/perspectives2050
- "An Update of the G20 Pittsburgh and Toronto Commitments", rapport établi conjointement par l'AIE, l'OPEP, l'OCDE et la Banque mondiale, sur les subventions en faveur des combustibles fossiles et d'autres formes d'énergie, pour la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20 (Paris, 14-15 octobre 2011) ainsi que pour le sommet du G20 (Cannes, 3-4 novembre 2011) www.oecd.org/dataoecd/21/11/49090716.pdf
- *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels (2011)* dx.doi.org/10.1787/9789264128736-en
- Burniaux, J.-M. et J. Chateau, "Mitigation Potential of Removing Fossil Fuel Subsidies: A General Equilibrium Assessment", *Document de travail n° 853 du Département des affaires économiques de l'OCDE (2011)* dx.doi.org/10.1787/9789264128736-en
- *Études économiques de l'OCDE : Mexique 2011*, qui met notamment l'accent sur les subventions énergétiques dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-mex-2011-fr
- *Études économiques de l'OCDE : Inde 2011*, qui comporte un chapitre sur l'élimination progressive des subventions à l'énergie dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2011-fr
- *Études économiques de l'OCDE : Indonésie 2010*, qui comporte un chapitre sur l'élimination progressive des subventions à l'énergie dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-idn-2010-fr

Croissance verte et facilitation du changement de comportement des consommateurs

Pour concevoir des stratégies de croissance qui encouragent des pratiques plus écologiques il faut bien connaître les déterminants du comportement des ménages et des consommateurs à l'égard de l'environnement. Des travaux récents, fondés sur des enquêtes périodiquement effectuées auprès de plus de 10 000 ménages dans certains pays de l'OCDE et portant sur cinq thèmes (énergie, alimentation, transports, déchets et eau), apportent un éclairage nouveau sur la difficile question de savoir quelles sont les mesures véritablement efficaces pour faciliter le changement de comportement des consommateurs. Des travaux connexes sur les allégations écologiques faites par les entreprises à propos de leurs produits recensent les mesures que peuvent prendre les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes afin que ces allégations revêtent davantage d'intérêt et d'efficacité pour les consommateurs.

Informations complémentaires et documents clés

- *Politique de l'environnement et comportement des ménages* (2011) dx.doi.org/10.1787/9789264096776-fr
- "Environmental Claims: Findings and Conclusions of OECD Committee on Consumer Policy", (2011) [www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DSTI/CP\(2010\)16/FINAL&docLanguage=En](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DSTI/CP(2010)16/FINAL&docLanguage=En)
- *Guide pour le développement des politiques de consommation* (2010) dx.doi.org/10.1787/9789264079687-fr

Investissement au service d'une croissance verte

La croissance verte passera par un rééquilibrage des investissements publics et privés : les fonds publics disponibles étant limités, il faudra cibler avec soin leur affectation et mettre en place simultanément des cadres d'action propres à mobiliser des financements privés.

Alors que nombre de pays accordent une grande priorité aux stratégies pour une croissance plus verte dans leurs programmes d'action, on connaît mal l'ampleur de la contribution de l'investissement direct étranger (IDE) à la croissance verte. Par ses travaux, l'OCDE entend documenter les efforts déployés pour définir et mesurer l'IDE vert, elle étudie la faisabilité de différentes définitions, et elle repère les restrictions à l'IDE vert imposées par les politiques d'investissement.

Parallèlement, dans le cadre des activités plus générales de l'Organisation visant à associer le secteur privé à l'action en faveur d'un avenir sobre en carbone, l'OCDE étudie les pratiques responsables des entreprises qui s'attaquent au problème du changement climatique et impulsent la transition vers une économie à faible émission de carbone. Elle récapitule les mesures, réglementations et autres instruments qui favorisent une croissance plus verte, et analyse les réactions que ces déterminants suscitent de la part des entreprises.

Avant la tenue de la Conférence Rio+20 en juin 2012, l'OCDE s'est associée à plusieurs organisations – la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Climate Disclosure Standards Board (CDSB) et la Global Reporting Initiative (GRI) – dans le cadre d'un projet conçu pour œuvrer à une plus grande cohérence dans la manière d'envisager la demande et la communication d'informations des entreprises concernant le changement climatique. Ce projet vient à point nommé, dans la mesure où les règles de divulgation d'informations sur le changement climatique, encore en gestation, n'ont pas complètement figé dans un sens ou un autre les réglementations nationales. Il fait suite aux travaux antérieurs de l'OCDE sur la *transition vers une économie sobre en carbone* et les *principes directeurs pour les entreprises multinationales*, mis à jour en mai 2011, qui encouragent les entreprises à respecter des normes de haute qualité en matière de publication d'informations environnementales.

Informations complémentaires et documents clés

- "Defining and Measuring Green FDI: an Exploratory Review of Existing Work and Evidence", *Document de travail de l'OCDE sur l'investissement international* n°2011/2 (2011) dx.doi.org/10.1787/5kg58j1cvcvk-en
- "The role of pension funds in financing green growth initiatives" *Working paper on Finance, Insurance and Private Pensions* (2011) dx.doi.org/10.1787/5kg58j1lwdjd-en
- *La transition vers une économie sobre en carbone : objectifs publics et pratiques des entreprises* (2010) dx.doi.org/10.1787/9789264090255-fr
- Infrastructures en eau et secteur privé : Guide de l'OCDE pour l'action publique (2009) www.oecd.org/daf/investment/water
- *L'environnement et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales : Instruments et méthodes pour les entreprises* (2005) dx.doi.org/10.1787/9789264009417-fr
- *Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, www.oecd.org/daf/investisement/principesdirecteurs/
- Travaux de l'OCDE sur l'investissement au service d'une croissance verte : www.oecd.org/daf/investment/green

Faire de la liberté d'investissement un vecteur de croissance verte et prévenir le protectionnisme

L'investissement international constitue une source de financement essentielle et un puissant vecteur d'innovation et de transfert de technologie à l'appui des efforts déployés par les pays pour promouvoir la croissance verte. Les travaux menés à l'OCDE sur le thème « Faire de la liberté d'investissement un vecteur de croissance verte » portent sur la façon dont les responsables des politiques de l'investissement international peuvent aider les pays à réaliser leurs objectifs en matière de croissance verte. Ils soulignent combien il est important que les gouvernements continuent de suivre de près leurs pratiques en matière d'accords d'investissement au regard de leurs objectifs environnementaux. Il importe également que les nouvelles mesures environnementales respectent les grands principes du droit international tels que la non-discrimination (qui mettent les investisseurs nationaux et étrangers sur un pied d'égalité). L'arbitrage sur l'investissement international joue un rôle de plus en plus grand dans la résolution des différends où entrent en ligne de compte des questions d'environnement, ce qui confère une responsabilité particulière aux milieux chargés des politiques d'investissement qui doivent assurer l'intégrité et la compétence des tribunaux arbitraux et améliorer leur transparence.

La Table ronde sur la liberté d'investissement (TRLI)¹ hébergée par l'OCDE aborde aussi les préoccupations exprimées par certains pays qui craignent que les programmes d'action en faveur de la croissance verte ne soient instrumentalisés à des fins protectionnistes. Cependant, à ce jour, aucune des 42 économies de l'OCDE et émergentes qui notifient régulièrement à la Table ronde les mesures relatives à l'investissement n'a fait état de discrimination manifeste à l'égard des investisseurs non résidents ou étrangers en rapport avec la politique de l'environnement. La vigilance est néanmoins de mise. Certaines mesures de politique environnementale qui semblent neutres peuvent entraîner une discrimination *de facto* ou créer des obstacles aux échanges qui freineront le développement. Certaines aides publiques liées à l'environnement (subventions, garanties de prêts ou injections de capital au bénéfice d'entreprises particulières par exemple) peuvent potentiellement présenter des risques pour la concurrence. La Table ronde de l'OCDE sur la liberté d'investissement continuera de suivre de près les mesures visant l'investissement pour veiller à ce qu'elles ne servent pas un protectionnisme caché.

Informations complémentaires et documents clés

- "Harnessing Freedom of Investment for Green Growth" (2011) www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_34887_47721600_1_1_1_1,00.html
- OCDE (2011), « Defining and Measuring Green FDI: an Exploratory Review of Existing Work and Evidence », Document de travail de l'OCDE sur l'investissement international n° 2011/2 www.oecd.org/dataoecd/26/8/48171454.pdf
- OCDE (2010), *La transition vers une économie sobre en carbone : objectifs publics et pratiques des entreprises*, dx.doi.org/10.1787/9789264090255-fr

Les études sectorielles sur la croissance verte : énergie, alimentation et agriculture, eau

Il importe de comprendre les conséquences de la croissance verte pour des secteurs et thèmes clés comme l'énergie, l'alimentation et l'agriculture ainsi que l'eau. Les principaux messages qui ressortent des analyses sectorielles de l'OCDE à ce jour sont que, sur le long terme, le verdissement de ces secteurs peut renforcer la viabilité environnementale, la croissance économique et le bien-être de nos sociétés. De fait, la croissance verte est essentielle si l'on veut répondre aux besoins des générations futures en matière d'énergie, d'alimentation et de nutrition, d'eau et d'assainissement. Les domaines prioritaires où une action cohérente doit être menée sont notamment les suivants :

- **Accroître durablement la productivité.** Si les ressources sont utilisées avec une plus grande efficacité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, il est possible d'accroître la production pour répondre à la demande d'une population grandissante dont le régime alimentaire et les habitudes de consommation changent, tout en exploitant de manière durable les ressources naturelles et en préservant le capital naturel. Un plus haut degré de priorité doit être accordé à la recherche, au développement, à l'innovation, à l'enseignement et à l'information.
- **Faire en sorte que des marchés efficaces envoient les signaux voulus.** Des prix qui prennent en compte la rareté des ressources naturelles contribuent au rendement d'utilisation des ressources. Il convient d'éliminer progressivement les subventions économiquement et écologiquement préjudiciables. Le principe pollueur-payeur doit être appliqué par le biais de redevances et de réglementations. Des incitations devraient être fournies pour le maintien de la biodiversité et des services environnementaux.
- **Instaurer et faire respecter des droits de propriété clairement définis.** L'absence de droits de propriété clairement définis peut conduire à une surexploitation des ressources marines, des terres et des forêts.

¹ La Table ronde de l'OCDE sur la liberté d'investissement est un forum intergouvernemental qui réunit régulièrement des gouvernements de pays membres et non membres de l'OCDE de toutes les régions du monde. Ces rencontres aident les autorités gouvernementales à concevoir des politiques meilleures en vue de concilier l'ouverture à l'investissement international et les réglementations nationales dans l'intérêt public.

- **Examiner l'économie politique de la réforme.** Pour assurer le succès de la mise en œuvre de la réforme, il importera de veiller à la participation de toutes les parties prenantes concernées, et de mettre en place progressivement les réformes. Il est essentiel de tenir compte des aspects de la réforme relatifs à la redistribution et à la compétitivité pour atteindre les objectifs de croissance verte. Une approche à plusieurs niveaux, associant les parties prenantes et décideurs internationaux, nationaux et locaux, peut aider à recenser les problèmes et à trouver des réponses cohérentes.

Informations complémentaires et documents clés

- OCDE, AIE, *Études sur la croissance verte : énergie* (2011), dx.doi.org/10.1787/9789264115118-en
- *Études sur la croissance verte : alimentation et agriculture* (2011), dx.doi.org/10.1787/9789264107892-fr
- Travaux de l'OCDE sur la croissance verte dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et la pêche : www.oecd.org/agriculture/greengrowth
- *Relever le défi du financement des services d'eau et d'assainissement : approches et outils*, Études de l'OCDE sur l'eau (2011), dx.doi.org/10.1787/9789264120525-en
- *La gouvernance de l'eau dans les pays de l'OCDE : une approche pluri-niveaux*, Études de l'OCDE sur l'eau (2011), dx.doi.org/10.1787/9789264168244-fr
- Travaux de l'OCDE sur l'eau : www.oecd.org/eau

Documents sur la Stratégie pour une croissance verte

En mai 2011, la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte a été accueillie avec satisfaction par les gouvernements de plus de 40 économies développées et émergentes car elle servira à intensifier la croissance économique et la création d'emplois grâce à une utilisation durable des ressources naturelles, à l'efficacité énergétique et à l'attribution d'une valeur aux services écosystémiques. La Stratégie est disponible à l'adresse : www.oecd.org/croissanceverte



Pour de plus amples informations sur la Stratégie pour une croissance verte, consulter le site

www.oecd.org/croissanceverte ou écrire à greengrowth@oecd.org

Dialogue international sur la croissance verte (IGGD)

Pour participer au débat, rendez-vous sur le site Web sécurisé : <https://community.oecd.org/community/greengrowth>.

Pour vous inscrire, adressez vos coordonnées à greengrowth@oecd.org. Les utilisateurs inscrits recevront une lettre d'information sur les thèmes relatifs à la croissance verte.

Futurs travaux de l'OCDE sur la croissance verte

2012

- Études de l'OCDE sur la croissance verte: Évaluation comparative des politiques de la ville compacte
- Contribution de l'OCDE à la conférence Rio+20
- Croissance verte et gouvernance environnementale en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale
- Le financement de la croissance verte dans les villes
- Examens des politiques de l'investissement : Colombie, Tunisie et Jordanie
- Études de l'OCDE sur l'eau - Eau, énergie et agriculture : vers une cohérence des politiques
- Redéfinir l'urbain : une nouvelle mesure des métropoles
- Examen de l'innovation en Asie du Sud-Est
- Études de l'OCDE sur l'innovation environnementale : Politique et innovation concernant l'énergie et le changement climatique
- Villes vertes : nouvelles approches de la lutte contre le changement climatique. Actes de l'atelier de l'OCDE
- Examens environnementaux : Slovénie et Allemagne
- Croissance verte et biodiversité
- Examens de l'OCDE des politiques urbaines : Corée, 2012
- Gestion durable des matières : faire plus avec moins
- Ports mondiaux et urbanisme
- Perspectives de l'emploi 2012 (dont un chapitre sur la croissance verte)
- Ressources matérielles, productivité des matières et environnement
- Coopération internationale pour l'innovation climatique : un problème partagé est à moitié résolu
- La production d'énergies renouvelables comme politique de développement régional dans les zones rurales
- Base de données sur les indicateurs de la croissance verte
- Examens environnementaux : Mexique, Italie, Autriche
- Comportement des ménages et politique de l'environnement: enseignements de la deuxième enquête
- Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2012-2021
- Examens environnementaux : Afrique du Sud
- Croissance verte et pays en développement
- Études de l'OCDE sur l'eau : eau et croissance verte
- Amélioration de l'efficacité des initiatives de développement local vert
- Études économiques : Chine 2012 (dont un chapitre sur la croissance verte)
- Programme général d'action pour l'innovation
- Cadre d'action pour l'investissement sobre en carbone et résilient au climat : l'exemple du développement des infrastructures
- Élaborer des modèles efficaces des environnements urbains pour s'attaquer aux défis de la durabilité et du changement climatique
- Améliorer l'efficacité environnementale et l'efficacité économique de la réglementation environnementale

2013

- Écologisation du développement : examen des modalités internationales du financement climatique
- Études de cas sur la croissance verte, dont Kita-Kyushu, Stockholm, Abu Dhabi
- Base de données métropolitaines sur les indicateurs de la croissance verte
- Les villes et la croissance verte
- Prix effectifs du carbone
- Financement et investissement verts : l'exemple du changement climatique

Les gouvernements qui souhaitent élaborer et mettre en œuvre des politiques de croissance verte, ainsi que progresser vers une économie verte, disposent à présent d'une nouvelle source d'information et d'aide. La Plate-forme de connaissances sur la croissance verte (GGKP) est une initiative conjointe du Global Green Growth Institute (GGGI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Banque mondiale qui identifiera et comblera les principales lacunes dans les connaissances théoriques et pratiques sur la croissance verte, afin d'aider les pays à concevoir et appliquer leurs politiques en la matière.

L'OCDE se félicite de participer à cette Plate-forme, qui va améliorer la formulation des politiques économiques aux niveaux local, national et mondial en fournissant des analyses sur les synergies et les arbitrages entre économie et environnement. Elle complétera les efforts entrepris par ailleurs en privilégiant les outils qui produisent des avantages environnementaux connexes au niveau local tout en stimulant la croissance.

« Les gouvernements qui veulent relancer la croissance après la crise devront mobiliser l'innovation, l'investissement et l'esprit d'entreprise pour conduire la transition vers des économies plus vertes. Il nous faut intensifier nos efforts sur la voie de la croissance verte afin de préserver le capital naturel et réduire la pollution. En rompant les vieilles habitudes de consommation et en promouvant l'investissement dans les nouvelles technologies et dans les infrastructures, le développement des technologies de l'information sera déterminant pour éviter l'effet de sentier. La Plate-forme de connaissances sur la croissance verte, quant à elle, sera un élément essentiel pour faciliter la collaboration entre nos institutions en vue de donner à nos gouvernements les meilleurs outils pour parvenir à cet objectif ».

- Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, communiqué de presse concernant la GGKP, 11 janvier 2012

A l'occasion de la conférence inaugurale de la GGKP tenue au Mexique les 12-13 janvier 2012, des représentants des organisations qui ont créé la GGKP, réunis avec des universitaires, des praticiens du développement et des décideurs publics de premier plan venant du monde entier, ont examiné les carences des connaissances qu'il est le plus urgent de combler en matière de croissance verte, et débattu des priorités programmatiques de la GGKP. Les thèmes suivants ont été abordés :

- cadre économique propice à une croissance
- résilience des écosystèmes
- emploi
- comportement humain
- infrastructures et urbanisation
- innovation
- gestion des ressources naturelles
- échanges
- mesure du bien-être



Compte tenu des principales lacunes recensées, la GGKP a décidé de lancer rapidement de nouvelles activités le long de trois axes, en tirant parti des travaux en cours menés par les partenaires de la GGKP, notamment dans le cadre de son premier programme affilié, l'initiative de l'European Climate Foundation concernant les meilleures pratiques au service de la croissance verte, dénommée "Green Growth Best Practices initiative".

1. Technologie et innovation
2. Échanges et compétitivité
3. Indicateurs de mesure du bien-être et de performance

La GGKP souligne l'importance d'une orientation pratique des recherches, et insiste sur le fait que les meilleures politiques ne peuvent se faire jour qu'à l'issue d'une collaboration étroite entre universitaires, praticiens et décideurs publics. Toutes les activités de recherche et de partage des connaissances seront opérantes s'il est entendu que la croissance verte et les panoplies de mesures en faveur d'une économie verte différeront en fonction des spécificités nationales, d'où la nécessité d'élaborer tout un éventail de politiques et de « boîtes à outils » envisageables. Par la suite, la GGKP organisera de nouveaux programmes de recherche autour de quelques thèmes prioritaires, et développera une communauté mondiale dynamique de chercheurs et de praticiens dans le domaine de la croissance verte.

La GGKP entend nouer des partenariats qui lui permettront d'étendre son champ d'activités et son réseau. Les organisations engagées dans la recherche sur la croissance verte et l'économie verte – ou désireuses de la soutenir – sont invitées à s'inscrire sur la liste de diffusion de la GGKP depuis son site Web.

www.greengrowthknowledge.org

contact: greengrowthkp@gmail.com

*De gauche à droite : Gloria Grandolini, Directrice des opérations pour la Colombie et le Mexique, Banque mondiale ; Mario Molina, Président, Centro Mario Molina ; Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE ; Juan Elvira Quesada, ministre de l'environnement et des ressources naturelles (SEMARNAT) ; Demián Sánchez Yeskett, coordonnateur des conseillers du Président Calderón ; et José Antonio González Anaya, vice-ministre du budget, lors du lancement officiel de la GGKP.